

# GLOBAL CITIZENSHIP EDUCATION

Magazine 2023

20 ans d'éducation à la citoyenneté  
mondiale en Europe : et 30 ans à venir !

Enabel 

Global Citizenship Education Centre of Expertise

# INTRODUCTION

2022 fut une année chargée pour le programme fédéral d'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) d'Enabel, mais deux événements l'ont marqué en particulier :

Premièrement, les programmes connus jusqu'ici sous les noms Kruit et Annoncer la Couleur ont fusionné pour devenir BeGlobal. Ce changement de nom reflète deux réalités : d'abord, le caractère fédéral du programme d'éducation à la citoyenneté mondiale mis en œuvre par Enabel. Même si les réalités du monde de l'enseignement varient en Belgique en fonction des communautés, l'expertise reconnue de la Belgique en matière de citoyenneté mondiale transcende les variations communautaires. Ensuite, ce changement de nom signe la transformation de notre programme en laboratoire d'idées et de pratiques en éducation à la citoyenneté mondiale. À travers son laboratoire d'idées et de pratiques en éducation à la citoyenneté mondiale, Enabel se positionne en complémentarité avec les autres acteurs du secteur ECM belge comme un artisan travaillant au renforcement d'une ECM de qualité en Belgique : en plaidant pour sa généralisation et son ancrage dans les systèmes éducatifs ; en proposant des rencontres et des échanges entre les différents acteurs, ainsi qu'une mise à disposition de matériel de qualité pour les praticiens et praticiennes ; en identifiant et diffusant les pratiques innovantes et basées sur des preuves ; en vulgarisant et en propageant les avancées scientifiques, conceptuelles et pratiques dans le domaine ; en favorisant les échanges entre la Belgique et les pays partenaires sur les idées et les actions qui renforcent la solidarité internationale et les engagements concrets pour construire un monde plus juste et durable.

Deuxièmement, l'année 2022 a aussi été marquée par l'adoption d'un nouveau cadre européen pour l'éducation à la citoyenneté mondiale. Cette Déclaration de Dublin, qui fait suite, après 20 ans, à la Déclaration de Maastricht, est le fruit d'un travail de longue haleine mené par GENE (Global Education Network Europe), et qui a impliqué de nombreux acteurs : représentant-es de niveaux régionaux et nationaux, jeunesse, praticien-nes

et ONG, secteur de la recherche et de l'enseignement, *critical friends*, etc... Ce nouveau cadre européen pour la mise en place et le renforcement d'une ECM de qualité en Europe ouvre de nombreuses opportunités au secteur ECM, qui sont discutées dans cette édition 2023 du magazine annuel publié par BeGlobal.

Nous sommes très heureux et très fiers d'accueillir entre ces pages les contributions de Liam Wegimont (directeur exécutif de GENE – Irlande), de Sabine Seiffert (anciennement Engagement Global et depuis peu Development Policy Council Berlin – Allemagne), de Annamaria Vicsek (ministère de l'Éducation – Serbie) et de La Salette Cohelo (Angel Advisory Board – Portugal) et Ana Larcher Carvalho (GENE – Portugal). Ces différents auteur-rices abordent chacun-e des facettes et des implications différentes de la Déclaration de Dublin, dans l'objectif de la faire connaître au secteur des praticiennes et praticiens en ECM en Belgique et ailleurs, et d'en faire un outil de cadrage, de promotion et d'amélioration de l'ECM en Europe.

La contribution de Liam aborde les différences et la continuité entre la Déclaration de Maastricht et la Déclaration de Dublin ; la contribution de Sabine présente la manière dont la Déclaration de Dublin a été élaborée, les processus de décision et les contenus ; la contribution d'Annamaria envisage les implications politiques et pratiques de la Déclaration ; et la contribution de La Salette et d'Ana discute des portes ouvertes par la Déclaration de Dublin pour la recherche en ECM et l'innovation dans les pratiques.

Nous vous souhaitons une très bonne lecture !

Caroline Decombel & Cécile Giraud  
GCE Centre of expertise – Enabel

# L'éducation à la citoyenneté mondiale de la Déclaration de Maastricht à la Déclaration de Dublin

*Liam Wegimont - Directeur exécutif GENE (Irlande)*

L'éducation à la citoyenneté mondiale en Europe s'est développée rapidement au cours des 20 dernières années. Dans cet article, nous examinerons cette croissance et comparerons la Déclaration de Maastricht de 2002 à la plus récente Déclaration de Dublin de 2022.

## La Déclaration de Maastricht (2002)

Le cadre politique de l'éducation à la citoyenneté mondiale au niveau européen a vu le jour en 2002. La Déclaration de Maastricht sur l'éducation à la citoyenneté mondiale, adoptée lors du Congrès de Maastricht en novembre 2002, a impliqué les gouvernements et la société civile engagée et, dans une moindre mesure, les gouvernements locaux et régionaux et les parlementaires.

La Déclaration de Maastricht comprend une définition de l'éducation à la citoyenneté mondiale : « L'éducation à la citoyenneté mondiale est une éducation qui ouvre les yeux et l'esprit des gens sur les réalités du monde et qui les éveille pour travailler à un monde plus juste, plus équitable et plus respectueux des droits humains pour tous et toutes ».

Il ressort clairement de la Déclaration de Maastricht que l'éducation à la citoyenneté mondiale est considérée comme un concept synthétique et global, rassemblant des traditions diverses :

« L'éducation à la citoyenneté mondiale englobe l'éducation au développement, l'éducation aux droits humains, l'éducation à la durabilité, l'éducation à l'environnement, l'éducation à la paix, l'éducation interculturelle et les dimensions mondiales de l'éducation à la citoyenneté ».

Le congrès de Maastricht a marqué une étape importante dans le développement de l'éducation à la citoyenneté mondiale en Europe :

- Il a souligné la nécessité politique de soutenir l'éducation à la citoyenneté mondiale en tant que condition préalable à l'engagement critique du public en faveur du développement mondial et de la durabilité
- Il a mis l'accent sur la nécessité d'impliquer les parties prenantes et de favoriser la coopération interministérielle
- Il a appelé à la mise en place d'un système de rapports nationaux, et à l'apprentissage des politiques européennes par le biais de la proposition d'établir un processus européen d'évaluation par les pairs pour l'éducation à la citoyenneté mondiale (pour ces rapports, voir [www.gene.eu](http://www.gene.eu))
- Il a demandé explicitement une augmentation du financement de l'éducation à la citoyenneté mondiale.

La Déclaration de Maastricht a joué un rôle important dans l'élaboration d'un cadre politique pour l'éducation à la citoyenneté mondiale, car elle a fermement ancré la notion de droit à une éducation à la citoyenneté mondiale de qualité pour tous et toutes comme un point de repère de référence pour évaluer les progrès accomplis dans la réalisation de l'éducation à la citoyenneté mondiale. Ce qui a été décrit plus tard comme une « approche universaliste fondée sur les droits » de l'éducation à la citoyenneté mondiale a commencé à apparaître de plus en plus comme un langage politique commun dans les documents de stratégie nationale.

Rétrospectivement, quel a été l'effet de la Déclaration de Maastricht au niveau politique et à d'autres niveaux, en tant que cadre stratégique ?

Selon le professeur Douglas Bourn, « la Déclaration de Maastricht... est devenue la base de nombreuses stratégies nationales en Europe sur l'éducation des adultes... [et l'effet] est particulièrement visible dans la série d'examen par les pairs des politiques et des pratiques des différents pays... » Elle s'est avérée utile non seulement pour les politiques gouvernementales et la recherche sur les politiques, mais aussi au niveau de la politique et de la pratique des parties prenantes. Patricija Virtic, de SLOGA - la plate-forme nationale slovène des ONGD, l'une des cheffes de file du courant des OSC dans le cadre de la préparation de la récente Déclaration de Dublin, s'est exprimée succinctement sur l'effet de Maastricht il y a 20 ans : « [la Déclaration de Maastricht a été une étape importante, si l'on y repense aujourd'hui](#) ».

## L'ECM en Europe : croissance et amélioration sur 20 ans

L'éducation à la citoyenneté mondiale a connu de nombreuses évolutions positives au cours des 20 dernières années, dont beaucoup sont décrites dans la nouvelle Déclaration européenne. Il s'agit notamment de cadres politiques renforcés au niveau européen et d'un nombre croissant de pays européens dotés de stratégies nationales solides (et souvent révisées) qui fournissent des cadres de soutien pour une meilleure qualité et une plus grande portée de l'ECM.

Dans un nombre croissant de pays européens, la coopération et la coordination interministérielles sont beaucoup plus importantes qu'auparavant. La politique d'ECM met davantage l'accent sur l'équité et l'égalité d'accès, les décideur·euses politiques s'efforçant d'atteindre toutes les personnes dans tous les pays d'Europe et de toucher les personnes négligées par les systèmes éducatifs actuels. L'accent est davantage mis sur les approches institutionnelles globales, et la nécessité d'inclure les parties prenantes, y compris les OSC et les organisations de jeunesse représentatives, est davantage reconnue.

Alors qu'il y a 20 ans, les données sur l'éducation à la citoyenneté mondiale étaient rares, elles sont aujourd'hui beaucoup plus nombreuses et les recherches disponibles se multiplient. Il y a 20 ans, l'aspiration était d'inclure les voix du Sud et du monde dans le travail de l'ECM, mais seuls quelques

pays (par exemple la Norvège et le Royaume-Uni) mettaient en œuvre de telles approches. Aujourd'hui, de nombreux pays mettent clairement l'accent sur ces approches, ainsi que sur l'analyse postcoloniale, la décolonisation des programmes d'études et l'inclusion des communautés de migrants et de minorités.

Enfin, le financement global provenant des budgets nationaux à travers l'Europe a doublé en 20 ans - une bonne nouvelle, mais on part bien sûr d'une base très basse, et le financement reste dérisoire par rapport aux budgets publicitaires, par exemple, des grandes sociétés de parfumerie ! Néanmoins, 20 ans après Maastricht, et compte tenu des nombreux changements et défis auxquels le monde et les apprenant·es sont confronté·es aujourd'hui, il était temps d'adopter une nouvelle Déclaration.

## La nouvelle Déclaration européenne sur l'ECM à l'horizon 2050 - la Déclaration de Dublin

En juin 2021, le processus de préparation d'une nouvelle Déclaration européenne sur l'éducation à la citoyenneté mondiale à l'horizon 2050 a débuté, sachant que novembre 2022 marquait le 20<sup>e</sup> anniversaire du congrès et de la Déclaration de Maastricht. Beaucoup de choses ont changé en 20 ans. Le nouveau processus, convoqué par GENE et dirigé par l'Irlande et le Luxembourg, comprenait des décideurs et décideuses politiques de niveau national des pays européens, ainsi que des organisations de jeunesse, des OSC, des gouvernements locaux et régionaux, des universitaires du domaine, des *critical friends* d'autres régions et des organisations internationales actives dans ce domaine (la Commission européenne, l'OCDE, le Conseil de l'Europe, l'UNESCO et la CEE-ONU).

Le processus de rédaction intergouvernemental a été présidé par l'Irlande (qui a accueilli le Congrès à Dublin en novembre 2022), coprésidé par le Luxembourg, tandis que GENE a assuré le secrétariat ([www.gene.eu](http://www.gene.eu)). Le comité de rédaction était composé de représentant·es de l'Autriche, de la Belgique, de la République tchèque,

de la Finlande, de la France, de l'Irlande et du Luxembourg, ainsi que d'une représentante d'Engagement Global (Allemagne), qui représentait le conseil d'administration de GENE. La Déclaration a fait l'objet de nombreuses itérations et a pris en compte les commentaires des différentes parties prenantes mentionnées ci-dessus.

Le texte final de la nouvelle Déclaration européenne sur l'éducation mondiale à l'horizon 2050, qui a été adoptée lors du Congrès de Dublin le 4 novembre 2022, comprend :

- Un préambule qui souligne le large consensus sur lequel la Déclaration est basée
- Une section sur le contexte qui décrit l'éventail et la complexité des défis et des crises, ainsi que l'importance de l'éducation dans ce contexte
- Une vision d'un monde plus juste et de la nécessité et du droit à l'éducation à la citoyenneté mondiale
- Une définition sommaire de l'éducation à la citoyenneté mondiale (plus de détails à l'annexe 1 de la Déclaration)
- Une synthèse des accords et engagements internationaux existants (plus de détails à l'annexe 3 de la Déclaration)
- Un aperçu des progrès réalisés dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté mondiale au cours des 20 dernières années, sur lesquels s'appuyer
- Une analyse générale du contexte
- La reconnaissance de l'importance de l'éducation à la citoyenneté mondiale
- Le texte se termine par des engagements au niveau national et européen et fournit une annexe 2 décrivant des étapes gérables et claires vers la réalisation, avec des repères annuels et quinquennaux.

La Déclaration de Dublin développe également une définition plus détaillée et renouvelée de l'éducation à la citoyenneté mondiale - s'appuyant sur la définition de Maastricht mais allant au-delà (Annexe 1) ; propose un système de suivi des progrès (Annexe 2) et s'appuie sur les engagements politiques existants aux niveaux européen et international (Annexe 3).

En ce qui concerne la définition, la nouvelle Déclaration de Dublin stipule que : « L'éducation à la citoyenneté mondiale est une éducation qui permet aux individus de réfléchir de manière

critique sur le monde et la place qu'ils y occupent, d'ouvrir leurs yeux, leur cœur et leur esprit à la réalité du monde au niveau local et mondial. Elle donne aux individus les moyens de comprendre, d'imaginer, d'espérer et d'agir pour créer un monde de justice sociale et climatique, de paix, de solidarité, d'équité et d'égalité, de durabilité planétaire et de compréhension internationale. Elle implique le respect des droits humains et de la diversité, l'inclusion et une vie décente pour toutes et tous, aujourd'hui et à l'avenir ».



Il y a manifestement une continuité entre la définition de Maastricht et celle de Dublin, mais aussi un certain nombre de changements substantiels qui, selon moi, pourraient être résumés comme suit :

- un **élargissement** : afin d'inclure des questions qui nous concernent aujourd'hui et qui étaient moins évidentes il y a 20 ans
- un **approfondissement** : l'anthropologie qui sous-tend la définition inclut une compréhension plus complexe et plus nuancée de ce qu'est l'être humain, et la perspective pédagogique de la Déclaration suggère une compréhension plus profonde de la nature de la connaissance humaine, du devenir humain, de l'apprentissage et de l'action humaine
- une **accélération** : qui met l'accent sur un sentiment d'urgence (et de vitalité) plus grand qu'auparavant, et qui souligne aussi plus explicitement l'importance de l'espoir et de l'imagination dans l'éducation à la citoyenneté mondiale.

Il y a de nombreux signes de continuité et de progrès. Au cœur de la vision du Congrès de Maastricht en 2002, il y avait la nécessité de dépasser les cloisonnements ; aujourd'hui, dans la nouvelle Déclaration, la division inutile entre l'éducation au développement durable, l'éducation à la citoyenneté mondiale et d'autres formes d'apprentissage global est reconnue comme étant justement inutile. L'un des points forts de la Déclaration de Dublin, qui est également conforme à la Déclaration de Maastricht, est l'insistance sur le fait que, tout en reconnaissant les diverses traditions et les différents usages nationaux, il est également nécessaire de rassembler une variété de concepts dans le cadre d'une compréhension commune et globale.

## En conclusion

Bien sûr, de nombreux défis profonds subsistent et peuvent menacer le cœur même de l'éducation à la citoyenneté mondiale décrite ci-dessus - des défis concernant la manière d'enseigner des vérités importantes dans un monde « post-vérité » ; la manière de renforcer la démocratie face à la résurgence du fascisme ; la manière d'enseigner la justice et la paix lorsque l'incitation à la guerre s'accompagne d'une guerre contre la réalité ; la manière de poursuivre le chemin de la décolonisation des curriculum face au retour de bâton contre la pensée critique ; ainsi que les défis liés aux médias sociaux, à l'intelligence artificielle, etc.

Néanmoins, si les défis sont nombreux, les progrès lents et constants réalisés en 20 ans dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté mondiale - tels que décrits en détail dans la récente Déclaration de Dublin (p. 2-3) - les signes clairs, même depuis novembre, d'une résurgence du soutien politique et stratégique à l'éducation à la citoyenneté mondiale dans de nombreux pays, ainsi que l'accord clair sur le fait que l'éducation à la citoyenneté mondiale doit être une priorité pour tous les États membres, ainsi que l'accord clair sur le fait que l'éducation à la citoyenneté mondiale est cruciale pour l'avenir de la planète, de nos peuples et de nos aspirations les plus humaines à la justice, à la paix, à l'équité, à la solidarité mondiale et à l'épanouissement humain - suggèrent qu'il y a effectivement des raisons d'espérer, des raisons d'imaginer un monde meilleur et d'apprendre comment y parvenir, ensemble.

# Sur le processus de rédaction de la Déclaration de Dublin

**Sabine Seiffert - Membre du conseil d'administration de GENE Engagement Global (Allemagne - jusqu'au 1e mars 2023) & Berliner Entwicklungspolitischer Ratschlag - Development Policy Council Berlin (Allemagne - depuis le 1e mars 2023)**

La Déclaration de Dublin sur l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) en Europe à l'horizon 2050 est un cadre stratégique visant à définir une vision et des engagements pour plus de justice, de solidarité, de durabilité, d'équité et d'égalité pour une ECM de qualité en Europe à l'horizon 2050. Pour créer cette stratégie, GENE a opté pour un processus itératif et participatif qui a duré 18 mois et a impliqué des centaines d'acteurs et de parties prenantes d'Europe et du monde entier.

## Qui étaient les parties prenantes ?

GENE - en collaboration avec l'Irlande, pays hôte, et le Luxembourg, pays co-hôte - a réuni des acteurs clés, des décideurs et décideuses politiques et des groupes d'expertes et d'experts sur l'ECM afin de créer une vision à long terme de l'ECM jusqu'en 2050, en la liant aux initiatives nationales et européennes visant à renforcer les systèmes d'éducation en Europe.

Le processus était axé sur les différentes parties prenantes, reconnaissant que celles-ci ont des rôles, des responsabilités et des possibilités différents pour mettre en œuvre, accroître ou améliorer l'ECM aux niveaux européen, national et régional. L'engagement visait à générer une consolidation et une cohérence, à garantir un engagement politique plus fort et à susciter une vision plus profonde et plus longue de l'éducation à la citoyenneté mondiale de qualité pour tous et toutes en Europe et dans le monde, en impliquant les jeunes et des *critical friends* dans le processus.

Les décideur-ses politiques des États membres de GENE - représentant les ministères de l'éducation, du développement et des affaires étrangères - ont dirigé la rédaction avec le secrétariat de GENE, et ont participé activement au processus de création de la Déclaration de Dublin, en tenant compte des points de vue de toutes les autres parties prenantes.

Outre les décideur-ses politiques, GENE a également consulté des organisations de la société civile, des gouvernements locaux et régionaux, et des organisations de jeunesse tout au long du processus. Le Forum européen de la jeunesse, les conseils nationaux de jeunesse et les organisations internationales de jeunesse ont discuté de l'engagement des jeunes, CONCORD a coordonné les réunions de consultation avec les organisations de la société civile (OSC), tandis que PLATFORMA s'est engagé auprès des gouvernements locaux et régionaux (GLR). Au total, environ 60 OSC, 70 organisations de jeunesse et plus d'une douzaine de gouvernements locaux et régionaux ont participé activement au processus de consolidation et d'engagement.

Afin d'apporter une perspective non européenne à la Déclaration de Dublin, plus de 40 *critical friends* provenant de partout sur la planète ont été invités pour leur expertise. En outre, en collaboration avec le réseau académique sur l'éducation et l'apprentissage global (ANGEL), GENE a chargé des chercheurs et chercheuses d'identifier des questions spécifiques pertinentes pour la conceptualisation et la définition de l'ECM.

GENE a également établi un dialogue solide avec des organisations partenaires internationales telles que la Commission européenne, l'UNESCO, le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe (NSC-COE), l'OCDE et la CEE-ONU afin d'identifier les synergies potentielles entre les processus existants ou émergents au niveau national et international. Au-delà du processus lié à la Déclaration, GENE a également établi un partenariat avec l'UNESCO pour travailler ensemble dans le cadre de la procédure de révision de la «Recommandation 1974 de l'UNESCO». Cette collaboration a impulsé une dynamique de coopération plus générale entre GENE et la CEE-ONU, ainsi qu'avec le Centre Nord-Sud.

## Comment et pourquoi GENE a impliqué les jeunes et des *critical friends* dans le processus ?

En collaborant avec des organisations de jeunesse et des *critical friends* au niveau global, GENE reconnaît l'importance de veiller à ce que les perspectives et les voix des jeunes soient intégrées dans l'architecture des politiques et des programmes d'éducation. Cette approche permet non seulement aux jeunes de s'approprier leur éducation et leur avenir, mais aussi de s'assurer que les solutions créées sont adaptées à leurs besoins et aspirations uniques.

En outre, l'implication de *critical friends* a abouti à un large éventail de perspectives et d'idées, ce qui a contribué à créer une vision plus complète et plus globale de l'ECM. L'apport d'experts et d'expertes du monde entier a permis d'éviter une perspective eurocentrique, et de proposer une vision plus globale qui tient compte des réalités historiques du monde, des effets de la mondialisation et de l'héritage du colonialisme. La collaboration a permis de créer ainsi une vision inclusive de toutes les cultures, langues et réalités du monde.

« GENE s'est efforcé d'atteindre des personnes aux opinions diverses, et pas nécessairement des européen-nes, car il s'agit d'un document européen. (...) Je pense que c'est une très bonne chose, car cela permet de prendre en compte des idées provenant de différentes perspectives. L'autre aspect important de la Déclaration a été la nature consultative du processus. De nombreuses réunions ont été organisées. GENE a essayé de prendre en compte les idées et toutes les questions soulevées, et a tenté le mieux possible de les intégrer dans le processus. (...) Car si l'on parle d'éducation globale, nous devons être réceptif-ves aux différentes cultures. C'est donc un avantage dont nous pouvons également tirer des leçons, pour faire les choses de manière consultative, de manière tolérante, afin d'apporter toutes sortes d'idées diverses. Nous vivons dans un monde cosmopolite, avec des idées et des personnes différentes. Et si nous voulons les atteindre toutes, nous devons avoir ce type d'approche. » (Andrew Tabura, ministère de l'éducation de l'Ouganda et membre du groupe *Global Critical Friends*)

Tous les groupes de parties prenantes ont travaillé tout au long du processus dans le cadre d'ateliers à huis clos, tout en présentant leurs visions et les engagements attendus par les uns et les autres à plusieurs reprises au cours des 18 mois.

## Comment GENE est parvenu à un consensus ?

Un dialogue continu a été maintenu tout au long du processus de 18 mois, en utilisant des méthodes de recherche de consensus dérivées de la pratique de l'ECM. Le secrétariat de GENE a facilité les contributions tout au long des différentes étapes du processus. Le consensus a été atteint en collaboration avec les acteurs politiques, les décideur-ses, les membres de GENE et les autres groupes de parties prenantes mentionnés ci-dessus. Le président (Irlande) et le co-président (Luxembourg) ont travaillé en permanence avec le secrétariat de GENE pour développer un consensus au sein du comité de rédaction et des États membres, et pour s'assurer que les perspectives des parties prenantes étaient constamment reflétées dans les nouvelles versions de la Déclaration.

Les premiers ateliers sur la vision de la Déclaration ont été organisés lors des tables rondes des décideur-ses politiques de GENE en 2020 et 2021. Le processus a commencé par des consultations initiales, des réunions de groupes de travail au sein des différents groupes de parties prenantes, suivies de la présentation et de la discussion des résultats provisoires, ainsi que de différentes versions du projet aux États membres et aux parties prenantes de GENE. Les États membres ont déposé un document stipulant leurs attentes au cours de l'hiver 2021/2022. Des contributions ont été recueillies auprès des parties prenantes, des expert-es à l'international et des décideur-ses politiques à trois occasions différentes en mars 2022. Une version préliminaire a été présentée aux décideur-ses politiques et aux parties prenantes en mai 2022 pour consultation. Plusieurs réunions officielles ont été organisées en juin et en septembre 2022 avec des délégations et des représentant-es du gouvernement afin de présenter les contributions des parties prenantes au projet de Déclaration et de travailler à l'élaboration d'un projet final. Le comité de rédaction a pris en compte les discussions et a également examiné et intégré les résultats des différents groupes de travail, ainsi que les observations des *critical friends* et les commentaires du conseil d'administration de GENE pour s'assurer que les points les plus importants des commentaires des parties prenantes étaient pleinement intégrés.

Le comité de rédaction était composé de représentant-es des ministères et agences des États membres de GENE et d'un membre du conseil d'administration. Ce comité de décideur-ses a été sélectionné par le secrétariat de GENE, en consultation avec le président et le coprésident, à la suite d'un appel ouvert à tous les États membres de GENE. Les membres du comité de rédaction ont été choisis de manière à garantir l'expertise, une large répartition géographique, un équilibre entre les affaires étrangères/la coopération au développement et l'éducation, un équilibre entre les grands et les petits États membres, ainsi qu'un équilibre entre les genres. Le comité de rédaction a conseillé et négocié le processus de rédaction.

Les participant-es provenaient de l'Agence autrichienne de développement (ADA), du ministère belge des affaires étrangères, du commerce et de la coopération au développement, du ministère des relations extérieures de la République tchèque, de l'Agence nationale finlandaise pour l'éducation, du ministère français des relations extérieures et européennes, du ministère irlandais des relations extérieures/ Irish Aid et d'un représentant du conseil d'administration de GENE (Allemagne).

[Par souci de transparence, il faut mentionner que l'autrice du présent article était la représentante de GENE au sein du comité de rédaction.]

#### **Réunions du comité de rédaction**

Le comité de rédaction s'est réuni pour discuter et approuver les projets émergents au cours de 6 sessions.

- Première réunion : 24 mars (Dublin/hybride)
- Deuxième réunion du comité de rédaction : 27 avril (virtuelle)
- Troisième réunion : 11 mai (virtuelle)
- Quatrième réunion : 1er juin (Paris)
- Cinquième réunion : 28 juin (virtuelle)
- Sixième réunion : 20 septembre (virtuelle).

#### **Projets de Déclaration et versions finales**

Le processus de rédaction a donné lieu à un certain nombre de projets de Déclaration pour diffusion.

- 1er projet de Déclaration : 18 mai
- 2ème version de la Déclaration : 14 juillet
- 3ème version de la Déclaration : 21 septembre
- Version finale approuvée selon la procédure de silence : 20 octobre
- Version finale du Congrès adoptée le 4 novembre 2022.

## **Quelles ont été les questions les plus discutées ?**

Avec la Déclaration de Dublin, un cadre a été créé dans une perspective de long terme. C'est pourquoi il a été utile, au cours du processus, d'imaginer les défis et les changements auxquels les peuples pourront être confrontés à l'avenir - un avenir inconnu et imprévisible.

La définition de l'ECM a certainement été la plus discutée : *L'ECM est une éducation qui permet aux gens de réfléchir de manière critique sur le monde et la place qu'ils y occupent ; d'ouvrir leurs yeux, leur cœur et leur esprit à la réalité du monde au niveau local et mondial. Elle donne aux individus les moyens de comprendre, d'imaginer, d'espérer et d'agir pour créer un monde de justice sociale et climatique, de paix, de solidarité, d'équité et d'égalité, de durabilité planétaire et de compréhension internationale. Elle implique le respect des droits humains et de la diversité, l'inclusion et une vie décente pour toutes et tous, aujourd'hui et à l'avenir.*

À quoi et pour quoi les gens devraient-ils être responsabilisés ? L'espoir est-il quelque chose que l'ECM peut renforcer ? De quels types de justices parlons-nous lorsque nous pensons à l'ECM ? Peut-il y avoir de l'équité sans égalité ? Qu'implique le terme « planétaire » lorsque nous parlons de durabilité planétaire ?

Des discussions importantes ont eu lieu sur ce à quoi pourrait ressembler l'avenir, qui devrait être incorporé dans toutes nos pensées et nos actions - pour toujours. Un consensus a été trouvé assez rapidement sur les valeurs sous-jacentes, les principes de l'éducation au développement durable, l'importance de la dimension mondiale et toute forme de solidarité mondiale au sein de l'Europe et dans le monde.

## **Y a-t-il eu une grande variété de points de vue sur l'ECM ?**

La Déclaration de Dublin utilise « éducation à la citoyenneté mondiale » comme un terme générique intersectionnel, comme un concept unificateur pour promouvoir la cohérence, favoriser l'apprentissage politique et empêcher le cloisonnement afin d'obtenir un impact global plus important en Europe à l'horizon 2050. L'ECM est un terme

générique qui saisit la complexité pour renforcer une vision européenne commune. Par conséquent, la Déclaration reconnaît la variation des termes utilisés dans les différents pays européens en raison des circonstances nationales et au niveau international. Plus important encore : elle reconnaît également que l'utilisation de termes et de définitions spécifiques évolue au fil du temps.

Alors que dans la Déclaration de Maastricht (2002), l'ECM englobe l'éducation au développement, l'éducation aux droits humains, l'éducation au développement durable, l'éducation à la paix et à la prévention des conflits et l'éducation interculturelle, la compréhension intersectionnelle du terme utilisé dans la Déclaration de Dublin s'est élargie pour englober l'éducation à la citoyenneté mondiale, l'éducation à la citoyenneté mondiale et à la solidarité internationale, l'apprentissage mondial (*global learning*), l'éducation antiraciste, l'éducation à l'égalité des genres, et le travail mondial de la jeunesse.

Ces changements reflètent une nouvelle compréhension de l'importance de la solidarité internationale et du respect de la diversité pour respecter les droits humains de tous les peuples - en particulier des plus vulnérables et des exclus - au niveau local et mondial.

Cette compréhension élargie reflète également, en ces temps de crises multiples, la nécessité d'un monde de justice sociale et climatique.

Le terme adapté et la nouvelle compréhension de l'ECM reflètent également un nouvel ensemble de valeurs et de principes sous-jacents de l'ECM. L'ECM met l'accent sur l'importance de l'interconnexion entre les dimensions locales et mondiales d'un point de vue physique - sur les questions affectant les personnes, leurs cultures, les autres êtres vivants et la planète ; mais elle prend également en compte la dimension mondiale du temps, en examinant l'interconnexion entre les générations et entre le passé, le présent et l'avenir (inconnu).

### **Qu'est-ce qui a été considéré comme le plus important ?**

La Déclaration de Dublin a le potentiel de donner à l'éducation en Europe une orientation nouvelle, cosmopolite, solidaire et fondée sur les droits, afin d'avoir un impact sur la justice mondiale. L'ECM elle-même est donc essentielle pour renforcer le pouvoir de transformation de l'éducation, ainsi que transformer l'éducation.



La question la plus importante pour la déclaration de Dublin était de garantir un cadre conceptuel clair englobant la diversité des concepts, avec des relations claires entre eux. Alors qu'il y a 20 ans, il était quelque peu nouveau de demander la mise en œuvre de l'ECM dans l'éducation formelle, il est désormais évident que l'ECM doit faire partie de tous les secteurs de l'éducation, y compris les cadres formels, non formels et informels, et pour l'apprentissage tout au long de la vie et à tous les niveaux de la vie. L'ECM doit s'adresser à tous les individus et, par conséquent, une ECM de qualité doit englober les voix négligées et les voix provenant de l'extérieur de l'Europe, y compris celles du Sud.

Le développement et le renforcement de l'évaluation de l'ECM à tous les niveaux ont également été considérés comme essentiels pour garantir des normes élevées de suivi et d'évaluation de l'ECM, mais aussi, bien sûr, pour améliorer encore la qualité de l'ECM. En outre, le renforcement des approches interministérielles et de l'ensemble du gouvernement au niveau national ainsi qu'une plus grande cohérence entre les initiatives internationales ont été jugés importants. Enfin, un mécanisme solide de financement et de suivi a été considéré comme un aspect important de la Déclaration de Dublin.

Ce processus de collaboration a contribué à une compréhension plus holistique et plus nuancée du rôle de l'éducation dans la résolution des problèmes mondiaux complexes et a fourni un cadre pour la création d'un monde plus juste et plus équitable. En outre, il a contribué à créer une vision qui va au-delà de la compréhension eurocentrique traditionnelle de l'éducation, mais plutôt une vision qui inclut toutes les cultures mondiales, la complexité du monde et les différentes réalités des gens.

# Les implications politiques de la Déclaration de Dublin sur l'éducation à la citoyenneté mondiale

*Annamária Vicsek - Ministère de l'éducation (Serbie)*

Nous vivons dans un monde en mutation rapide, façonné et défié par la diversité culturelle et ethnique, les crises environnementales et économiques, l'accélération numérique et les tendances démographiques extrêmes, menacé par les pandémies et les guerres. Dans ce monde instable et peu sûr, de nouvelles compétences globales sont nécessaires, où l'ouverture d'esprit, la diversité et la conscience des interdépendances sont la seule façon d'avancer. Avoir une perspective globale sur le monde qui nous entoure peut s'avérer assez difficile, mais cela offre sans aucun doute une base solide pour relever les défis globaux.

La pandémie de COVID-19 a entraîné d'énormes changements dans nos vies, auxquels nous avons dû nous adapter en très peu de temps. Nous avons prouvé que les systèmes éducatifs peuvent s'adapter de manière remarquable et à des rythmes rapides. Mais nous avons également appris que des changements importants et profonds ne peuvent être mis en œuvre du jour au lendemain.

Bien que la pandémie ait cessé, la crise économique qui en découle et la guerre au cœur de l'Europe nous obligent à fonctionner en permanence en mode survie. En mode survie, il est difficile de se concentrer sur les détails, en profondeur et de manière qualitative. Pourtant, les décideurs et décideuses en matière d'éducation ressentent le besoin de transformer cette éducation, en repensant fondamentalement ses objectifs, ses contenus et la manière dont elle est proposée (Nations Unies, 2022).

Les politiques et les pratiques éducatives doivent être transformées pour que les générations futures deviennent des générations compétentes à l'échelle mondiale : des personnes qui possèdent des connaissances et des compétences scientifiques plus solides et plus complexes, avec de fortes attitudes pro-environnementales et des capacités d'action, qui sont capables d'observer et de comprendre les problèmes locaux et mondiaux,

d'apprécier des perspectives et des opinions différentes, de communiquer et de coopérer avec succès et respect, et qui se sentent responsables de la durabilité et du bien-être collectif.

En 2022, après avoir organisé des consultations nationales, les Nations unies ont réuni 163 États membres, dont des chef-fes de gouvernement, des enseignant-es, des étudiant-es, des représentant-es de la société civile et du monde universitaire, ainsi que d'autres parties prenantes et partenaires. À la suite du Sommet, 133 États membres ont présenté des Déclarations nationales d'engagement et 65 chef-fes d'État et de gouvernement ont fait des Déclarations au cours du Sommet, en s'alignant sur les cinq domaines d'action du sommet : Écoles inclusives, équitables, sûres et saines ; Apprentissage et compétences pour la vie, le travail et le développement durable ; Enseignant-es, enseignement et profession enseignante ; Apprentissage et transformation numériques ; Financement de l'éducation. Comme l'ont identifié les responsables des politiques éducatives dans le monde entier, les changements futurs dans le système éducatif doivent se fonder sur ces cinq pistes d'action.

En outre, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), qui est un forum mondial où les gouvernements et les économies de marché collaborent à la promotion d'une croissance économique durable, a reconnu l'importance de l'éducation au développement durable et de l'éducation à la citoyenneté mondiale. Dans le cadre de l'enquête PISA 2018, l'évaluation de la compétence mondiale a été mesurée en même temps que la lecture, les mathématiques et les sciences. L'évaluation a fourni des données précieuses sur les compétences mondiales des élèves de 15 ans et sur l'efficacité des écoles en matière de développement des compétences mondiales.

L'un des rapports de l'évaluation PISA 2018 (OCDE, 2018) donne un aperçu des compétences des élèves, y compris les connaissances, les aptitudes, les attitudes et les valeurs, dans l'examen des questions locales, mondiales et interculturelles. Un autre rapport (OCDE 2022) montre que les pays et les économies n'ont pas tous le même degré de préparation de leurs élèves aux défis environnementaux urgents auxquels l'humanité est confrontée. Enfin, le dernier rapport thématique, qui s'appuie sur les résultats de l'évaluation PISA 2018 et qui vient d'être publié (OCDE 2023), porte sur les compétences en matière de citoyenneté mondiale. Les recommandations formulées à l'intention des décideuses et décideurs politiques visent à conduire les systèmes éducatifs vers des réformes permettant de former des jeunes capables de s'engager dans des interactions ouvertes, appropriées et efficaces avec des personnes de cultures différentes, et d'agir en faveur du bien-être collectif et du développement durable.



20 ans après la Déclaration de Maastricht sur l'éducation à la citoyenneté mondiale, un nouveau document stratégique, la Déclaration de Dublin sur l'éducation à la citoyenneté mondiale à l'horizon 2050, a été adopté lors du Congrès de Dublin en novembre 2022, fournissant un cadre de référence européen commun unique qui vise à cibler et à catalyser l'action dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté mondiale. La Déclaration est un cadre stratégique européen qui offre aux décideur-ses politiques et aux praticien-nes des conseils pour accroître et améliorer l'éducation à la citoyenneté mondiale.

Elle s'appuie sur les accords internationaux et européens existants, tout en cherchant à être cohérente avec les contextes internationaux émergents pertinents, et en gardant à l'esprit que les États et leurs gouvernements respectifs sont responsables de la réalisation et du contenu de leurs systèmes éducatifs.

La Déclaration de Dublin sur l'éducation à la citoyenneté mondiale est un instrument juridique non contraignant. Cependant, elle reflète l'évolution des tendances dans les systèmes éducatifs européens et représente l'engagement des décideurs et décideuses politiques à aller dans certaines directions, tout en adhérant à des normes et principes particuliers.

La Déclaration peut être considérée comme une avancée significative dans l'élaboration de politiques visant à accroître et à améliorer l'éducation à la citoyenneté mondiale en Europe, car ses éléments fondamentaux mettent l'accent sur la justice sociale, la paix, la solidarité, l'équité et l'égalité, et les droits humains, pour n'en citer que quelques-uns. En outre, elle s'engage en faveur de pratiques pédagogiques inclusives et participatives et renforce les compétences en matière de compréhension internationale, de durabilité planétaire et d'acceptation de la diversité - autant d'éléments qui sont fortement nécessaires de nos jours.

La Déclaration est un outil utile pour les gouvernements et les organisations non gouvernementales, à la fois comme ligne directrice pour l'élaboration de politiques internes, de plans d'action et de programmes et comme outil de plaidoyer auprès des autorités nationales et locales.

Les gouvernements et les décideur-ses en matière d'éducation doivent maintenant trouver des moyens de s'approprier pleinement la Déclaration et de développer une approche systémique de sa mise en œuvre. Cela peut s'avérer difficile pour les gouvernements et les praticien-nes, car les structures et les pratiques internes, les contextes juridiques et les circonstances économiques peuvent varier d'un État à l'autre, d'une région à l'autre.

Dans les cas où diverses stratégies ciblent plusieurs sujets qui se chevauchent ou sont similaires, il est très important d'identifier, de s'appuyer sur et de renforcer celles qui sont étroitement liées. Elles peuvent sembler différentes en termes d'objectif et de portée, mais si elles ont en commun des objectifs et des pratiques, elles peuvent se soutenir mutuellement et le feront. La Déclaration de Dublin englobe, entre autres, l'éducation au développement durable, l'éducation à la citoyenneté mondiale, l'éducation aux droits humains, qui sont également des cibles et des éléments du cadre de référence des compétences pour la culture démocratique (Conseil de l'Europe 2010, 2013), de la Déclaration de Berlin sur l'éducation au développement durable (UNESCO 2021) et des Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 de l'ONU (Nations unies, 2015).

En tant que document-cadre, la Déclaration de Dublin peut servir de catalyseur et fournir un axe d'action aux décideuses et décideurs politiques en matière d'éducation, par le biais d'interventions à la base et au niveau politique, tout en visant la diffusion de bonnes pratiques et l'élévation des normes dans toute l'Europe et au-delà, ce qui est un objectif réaliste s'il est mis en œuvre de manière judicieuse, efficace et durable.

### **Comment la Déclaration de Dublin peut-elle être mise en œuvre avec succès ?**

Sans viser l'exhaustivité, j'aimerais proposer quelques thèmes à prendre en considération par les décideurs et décideuses politiques lorsqu'ils planifient la mise en œuvre de la Déclaration de Dublin.

L'éducation doit sortir de ses frontières habituelles. L'enseignement et l'apprentissage ne se déroulent pas uniquement dans les écoles et autres établissements d'enseignement formel. Les écoles doivent le reconnaître et viser l'interaction et la coopération avec les familles des élèves et les communautés locales.

Afin d'avoir un impact plus profond et de parvenir à une mise en œuvre durable, les nouvelles stratégies doivent également être reflétées dans les programmes scolaires. Cela ne signifie pas nécessairement l'introduction d'une nouvelle matière scolaire obligatoire. Les réformes des

programmes scolaires dans toute l'Europe visent davantage à développer des compétences - points de vue, attitudes, aptitudes et connaissances - qu'à exiger des connaissances répétitives sur des contenus déterminés de certains sujets. Il est tout à fait raisonnable de viser des compétences transversales dans le cadre de l'éducation à la citoyenneté mondiale.

Les gouvernements doivent s'efforcer de créer des environnements d'apprentissage inclusifs, équitables, sûrs et sains dans les écoles, où les élèves s'épanouissent et réalisent tout leur potentiel, où ils apprennent pour la vie, se préparent au monde du travail et à un avenir durable, où les jeunes sont encouragés à agir dans l'intérêt général du bien-être personnel et collectif.

L'environnement en ligne peut constituer une vaste réserve de contenus, de matériels et de sources que les élèves peuvent utiliser pour explorer et rechercher des questions et des sujets d'ordre mondial. Toutefois, la montée des fausses nouvelles, des discours haineux et de la violence numérique constitue un nouveau défi pour les systèmes éducatifs. C'est pourquoi l'enseignement de l'éducation aux médias et de la cybersécurité devient plus important que jamais. Les jeunes utilisent de plus en plus les plateformes de médias sociaux. Il serait dommage de ne pas capitaliser sur ces plateformes à des fins éducatives, sachant à quel point les étudiants et étudiantes sont actif-ves et motivé-es lorsqu'ils les utilisent. Pourtant, il est de notre responsabilité de leur apprendre à utiliser les espaces numériques, à remettre en question les représentations biaisées des médias et à exprimer leur voix en ligne de manière responsable.

L'un des éléments les plus importants du développement stratégique est le renforcement des capacités, le soutien et le développement professionnel des enseignantes et enseignants, car ce sont eux qui mettent en œuvre les programmes, les changements et les réformes au sein du système éducatif. Nous devons encourager les enseignant-es à se former tout au long de leur vie et leur offrir des possibilités d'apprentissage par les pairs et de mentorat, d'échange de matériel d'enseignement et d'apprentissage, de meilleures pratiques dans un environnement en ligne, ou en créant un réseau d'écoles.

Pour obtenir les meilleurs résultats et assurer la durabilité, il est recommandé que les concepts et les méthodologies fassent également partie intégrante de la formation initiale des enseignant-es, d'où la nécessité de collaborer avec les universités et les établissements d'enseignement supérieur.

Une campagne de communication sur la Déclaration serait importante pour sensibiliser aux concepts d'éducation à la citoyenneté mondiale, d'éducation au développement durable et d'éducation aux droits humains. De grands événements publics organisés par les écoles pour leurs communautés, par exemple d'importantes journées internationales ou nationales liées à l'éducation à la citoyenneté mondiale, profiteraient certainement à tous et toutes les citoyen-nes et à l'ensemble de la société.

Les participant-es au Congrès de Dublin ont déjà déclaré leur détermination à faire progresser l'éducation à la citoyenneté mondiale en Europe. Il appartient maintenant aux décideurs et décideuses politiques de prendre les premières mesures de mise en œuvre, en impliquant non seulement les enseignant-es et les autres membres du personnel scolaire, ainsi que les étudiant-es, mais aussi les communautés locales, les parents, ainsi que les organisations gouvernementales et non gouvernementales. Si, tous ensemble, nous faisons preuve d'un grand dévouement et d'un grand engagement pour mettre en œuvre la Déclaration, l'éducation à la citoyenneté mondiale peut devenir et deviendra partie intégrante des systèmes éducatifs.

## Références et lectures recommandées

- Council of Europe (2010). *Charter on Education for Democratic Citizenship and Human Rights Education*. Council of Europe Publishing.
- Council of Europe (2013) *Reference Framework of Competences for Democratic Culture*. Council of Europe Publishing.
- Council of Europe (2017) *Report on the State of Citizenship and Human Rights Education in Europe*. Council of Europe Publishing.
- Council of Europe (2019). *Recommendation on developing and promoting digital citizenship education*. Council of Europe Publishing.
- OECD (2018). *Preparing our youth for an inclusive and sustainable world. The OECD PISA global competence framework*. Paris. OCDE Publishing.
- OECD (2022), *Are Students Ready to Take on Environmental Challenges?* PISA, Paris. OECD Publishing.
- OECD (2023), *Engaging young citizens: Civic education practices in the classroom and beyond*, OECD Education Policy Perspectives, No. 65, OECD Publishing, Paris.
- Tiven, M. B., Fuchs, E. R., Bazari, A., & Wilhelm, M. (2022). *Successfully Educating Tomorrow's Global Citizens: Teaching and Evaluating Global Competency in e-Classrooms*. New York, NY: Bloomberg Philanthropies and the Organisation for Economic Co-operation and Development.
- UNESCO (2021). *Berlin Declaration on Education for Sustainable Development*. Paris. UNESCO
- UNESCO (2021). *Reimagining our futures together: a new social contract for education*. Paris. UNESCO
- United Nations (2015). *Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable Development*. New York. United Nations.
- United Nations (2022) *From commitment to action: A guidance note for translating national commitments into action in follow-up to the Transforming Education Summit*. New York. United Nations

# La Déclaration de Dublin sur l'éducation à la citoyenneté mondiale à l'horizon 2050 : Quels sont les défis et les opportunités pour la recherche ?

*La Salette Coelho - Commission consultative ANGEL (Portugal)*  
*Ana Larcher Carvalho - GENE (Portugal)*

Dans cet article\*, nous réfléchissons aux implications pour la recherche de la Déclaration de Dublin sur l'éducation à la citoyenneté mondiale à l'horizon 2050 (GENE, 2022). La Déclaration de Maastricht (GENE/Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, 2002) a eu un impact essentiel sur la recherche, comme nous le soutenons ci-dessous, et la Déclaration de Dublin a le potentiel d'en faire encore plus. Nous avons identifié quatre domaines d'impact majeurs.

Premièrement, la nouvelle Déclaration reconnaît explicitement l'importance fondamentale de la recherche pour l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) en tant que «moteur essentiel d'une meilleure élaboration de politiques fondées sur les preuves», et prend plusieurs engagements pour renforcer les travaux de recherche.

Deuxièmement, elle présente une nouvelle vision et définition de l'ECM, plus large, plus profonde et encadrée par plusieurs nouveaux concepts et thèmes émergents qui reflètent les points de vue des décideurs et décideuses européennes et d'autres parties prenantes clés de l'ECM. Elles auront un impact sur les discussions conceptuelles autour de l'ECM et ouvriront également la voie à de nouveaux sujets/domaines d'étude que les chercheurs et chercheuses pourront vouloir explorer à l'avenir.

Troisièmement, la nouvelle Déclaration reconnaît l'importance d'établir des liens entre les chercheur·ses, les décideur·ses politiques et d'autres acteurs clés dans le domaine de l'ECM, notamment avec des chercheur·ses et d'autres professionnel·les d'autres régions du monde, ouvrant ainsi la voie à un travail de recherche plus collaboratif entre plusieurs groupes et régions.

Enfin, la nouvelle Déclaration nous confère, en tant que chercheur·ses et en tant que communauté de

l'ECM, une responsabilité plus importante pour répondre aux besoins des personnes confrontées à «des réalités planétaires changeantes, à des défis de plus en plus complexes et interdépendants, à des menaces pour la démocratie, la paix et les droits humains.» Nous discuterons de ces quatre domaines d'impact, en laissant pour la fin plusieurs questions sur la manière de renforcer la recherche en ECM, de stimuler les conversations et d'approfondir les liens entre les parties prenantes dans le domaine de l'ECM.

## La Déclaration de Dublin renforce l'importance de la recherche pour l'éducation à la citoyenneté mondiale

Lors d'un atelier réunissant des décideur et décideuses politiques, le professeur Doug Bourn s'est penché sur l'évolution de la recherche en matière d'ECM et sur son importance pour les décideur·ses politiques. Il a souligné que l'ECM existe depuis 30 ans et qu'elle trouve ses racines dans le travail des organisations de la société civile. Ces organisations ont joué un rôle décisif dans son expansion et dans le développement d'approches innovantes. Toutefois, il n'existait pas de recherche fondée sur des données probantes ni de littérature solide sur l'ECM. Par conséquent, les politiques ont été mises en œuvre sans preuves solides à l'appui.

Les décideur·ses politiques ont de plus en plus besoin d'éléments probants pour fonder leurs choix et justifier leurs décisions de financement. L'analyse et la démonstration de l'impact de l'ECM sur l'apprentissage et le développement des étudiants et étudiantes, par exemple, sont essentielles pour maintenir le soutien à l'ECM à l'avenir.

\* Les auteurs remercient Douglas Bourn et Massimiliano Tarozzi, du conseil d'administration d'ANGEL, pour leur contribution aux réflexions présentées dans ce document.

Au cours de la dernière décennie, la recherche en ECM a connu un développement significatif, fournissant une partie des preuves nécessaires aux décideur-ses. Depuis la Déclaration de Maastricht en 2002, l'ECM est devenue un champ de politiques éducatives, de recherches et de pratiques clair et distinct, qui promeut une approche de l'apprentissage basée sur la justice sociale mondiale, la promotion des droits humains et le désir d'un monde plus juste et durable (Bourn, 2022). La recherche en ECM dans plusieurs universités s'est renforcée, avec l'émergence de diverses revues dans ce domaine et une augmentation concomitante des publications.

Le professeur Massimiliano Tarozzi, coordinateur du «Digest multilingue sur l'éducation à la citoyenneté mondiale», un projet du réseau ANGEL (Academic Network on Global Education and Learning) édité par GENE (Global Education Network Europe), qui passe en revue la littérature en ECM depuis 2015, a souligné la tendance constante à l'augmentation du nombre de publications dans le domaine de l'ECM. Au cours des six dernières années, on a observé une nette augmentation des publications en anglais, passant de 159 en 2015 à 469 en 2021. En prenant en compte d'autres langues, le «Digest» a identifié 296 livres et 1600 articles scientifiques au cours des six dernières années (ANGEL, 2022). Cela témoigne de l'intérêt croissant des chercheurs pour les questions liées à l'ECM, notamment de la part de jeunes chercheuses et chercheurs ayant produit un nombre significatif de thèses de doctorat.

La nouvelle Déclaration renforce l'importance de la recherche en ECM. Elle reconnaît directement l'importance fondamentale de la recherche pour l'ECM en affirmant qu'elle est un élément essentiel permettant « l'élaboration de politiques fondées sur les preuves ». Elle prend également plusieurs engagements pour renforcer le travail de recherche : des engagements « pour soutenir, et, dans la mesure du possible, mettre à disposition des ressources pour le développement ultérieur de la recherche en ECM afin de permettre l'élaboration de politiques informées par la recherche, ainsi que pour soutenir les efforts visant à renforcer le travail dans ce domaine, entre autres, (...) des chercheur-ses, en reconnaissant leur expertise dans le domaine de l'ECM ».

Ces engagements, ainsi qu'une vision et une définition revues et beaucoup plus claires et détaillées de l'ECM, comme nous le verrons dans

la section suivante, sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur la recherche en renforçant son importance dans le domaine de l'ECM.

## La Déclaration de Dublin ouvre de nouveaux champs de recherche en ECM

Comme mentionné précédemment, la nouvelle Déclaration s'appuie sur la Déclaration de Maastricht.



Cependant, elle présente une vision et une définition renouvelées de l'ECM, résultant de contributions de diverses parties prenantes et traduisant des perspectives essentielles émergeant parmi différents acteurs, y compris les décideur-ses politiques, les organisations de la société civile, les jeunes, les gouvernements locaux et régionaux, les universitaires, ainsi que des parties prenantes d'autres régions du monde. C'est l'une de ses forces et la raison pour laquelle cette vision et cette définition devront être prises en compte dans les conceptualisations de l'ECM dans les recherches futures.

La définition intègre de nouveaux termes qui élargissent le champ d'action de l'ECM en fonction de nouvelles visions et de sujets émergents, ajoutant, par exemple, une dimension plus spirituelle reflétée dans des expressions telles que « les cœurs », ou « pour imaginer et espérer » ; ainsi qu'une réflexion plus profonde sur la durabilité planétaire, sur le rôle des gens dans le monde et leur place dans celui-ci, maintenant et dans l'avenir.

L'importance de la conceptualisation est exprimée dans l'Annexe 1 de la Déclaration de Dublin, consacrée à cette définition renouvelée. En raison de sa large ambition en faveur d'une perspective partagée concernant la nature transversale et intersectionnelle de l'ECM, la Déclaration de Dublin aura sans aucun doute un impact sur ses cadres théoriques.

En rassemblant une variété de définitions et de concepts nationaux et internationaux en lien avec l'ECM, le document cherche un noyau commun partagé - des valeurs, des principes et des dimensions - ouvrant une opportunité pour analyser de manière critique la relation entre différents concepts et leur utilisation en pratique.

Un autre sujet important ouvert par la Déclaration de Dublin est la question de l'évaluation. Reconnaisant que les modèles actuels de planification et d'évaluation ne fonctionnent pas, un engagement a été pris concernant l'évaluation : « soutenir le développement de mécanismes d'établissement de normes, d'assurance qualité, de suivi et d'évaluation appropriés, basés sur des modèles de bonnes pratiques qui sont à la fois pertinents et appropriés à l'ECM dans des secteurs particuliers ». Ces nouveaux modèles nécessitent l'apport de la recherche pour être développés.

La nouvelle Déclaration souligne également la nécessité de soutenir les enseignantes et enseignants, la recherche ayant un rôle important à jouer dans ce domaine. Plusieurs questions sont posées - principalement concernant le renforcement de la formation des enseignant-es « afin de combler progressivement l'écart entre la volonté d'intégrer l'ECM dans l'éducation, et la confiance, les compétences et le soutien nécessaires pour y parvenir » ; les *whole school approaches* ; et les réformes des curriculums, « y compris la décolonisation des programmes ».

Afin de promouvoir l'ECM dans l'éducation formelle, de nouvelles approches et pratiques pédagogiques sont nécessaires, et la recherche a un rôle clé à jouer dans ce domaine.

Ces nouveaux concepts et sujets nécessitent une réflexion critique plus approfondie dans laquelle la recherche a un rôle critique à jouer.

## **La Déclaration de Dublin ouvre la voie à un travail plus collaboratif dans le domaine de l'ECM**

La nouvelle Déclaration met l'accent sur le dialogue, la coordination entre les parties prenantes, le réseautage et l'apprentissage des politiques en matière d'ECM. Comme il est mentionné dans la Déclaration : « Notre vision est d'(...) impliquer et inclure tous les acteurs pertinents dans le dialogue, le réseautage et la coopération autour de l'éducation mondiale ». Des engagements sont également pris pour soutenir la coordination entre les niveaux locaux, régionaux, nationaux, européens et internationaux ; et au travers de réseaux. La recherche a un rôle essentiel en tant que facilitatrice de ces dialogues et comme forum de rencontres entre les personnes.

Ce qui a été accompli en quelques années avec ANGEL en est une illustration. Le réseau a été créé en 2017 grâce à une étroite coopération entre GENE et les principales universités du domaine pour établir et renforcer les relations entre les chercheur-ses et les établissements académiques et renforcer les liens entre les chercheur-ses et les décideur-ses pour permettre l'élaboration de politiques fondées sur la recherche. Le réseau a grandi au fil des années et compte plus de 900 membres, dont des universitaires, des décideur-ses, des ONG et d'autres personnes intéressées par l'ECM. Il a développé une base de données de membres qui facilite les connexions entre les différentes parties prenantes et a organisé plusieurs événements encourageant un dialogue plus étroit et une interaction entre les décideur-ses, les praticien-nes et les chercheur-ses. Cela témoigne de la capacité de la recherche à rassembler les gens et à ouvrir des conversations sur des sujets critiques d'intérêt dans le domaine de l'ECM, que la nouvelle Déclaration peut renforcer.

La recherche a également un rôle majeur à jouer dans « la facilitation du travail avec des pairs et des collègues d'autres régions du monde pour engager un apprentissage et un soutien mutuels ». La participation des *critical friends* au processus d'élaboration de la Déclaration de Dublin, et des représentants de différents secteurs de l'ECM d'autres régions du monde a mis en évidence la nécessité d'inclure de nombreuses perspectives et différentes sources de connaissances dans la recherche. De nouveaux sujets passionnants, tels que « les dynamiques de pouvoir, la compréhension des relations historiques et géopolitiques, y compris les héritages du colonialisme, et des méthodologies plus inclusives et décolonisées », ont été introduits dans la conversation. Il n'a jamais été aussi urgent de s'engager à renforcer le dialogue dans une relation horizontale qui peut favoriser l'apprentissage mutuel. La recherche a beaucoup à gagner avec ces processus interrégionaux, surtout si elle peut intégrer des innovations méthodologiques et de contenu, expérimentales et disruptives. Elle a également le potentiel d'être la facilitatrice de ces échanges.

### **La Déclaration de Dublin confère aux chercheuses et chercheurs une responsabilité plus grande**

En tant que chercheur·ses et membres de la communauté de l'ECM, nous avons la responsabilité de répondre aux besoins des populations. Comme exprimé au début de la Déclaration : « les populations sont confrontées à une série de crises et de défis complexes, et ont le droit d'apprendre et d'être outillées pour réfléchir de manière critique sur leur place dans le monde, pour répondre et agir de manière solidaire ». L'ECM est essentiel pour répondre à ces défis, en contribuant à « autonomiser les individus et les collectivités pour apprendre et contribuer à changer le monde ».

Notre responsabilité est encore plus pressante envers les jeunes. Les jeunes sont confrontés à la complexité des défis mondiaux et sont préoccupés par ceux-ci. Ils veulent en savoir plus sur les inégalités mondiales, le changement climatique et la perte de biodiversité, toutes les formes de discrimination et les violations des droits humains, et comprendre les raisons profondes des injustices et des inégalités sociales.

De nombreux jeunes sont très engagés dans la construction d'un monde différent, comme en témoigne le mouvement pour l'action climatique et de nombreux autres mouvements. Ils et elles demandent également une éducation différente, qui les équipe d'outils supplémentaires pour comprendre la complexité et les interconnexions entre les questions globales, qui reconnaisse la place de l'être humain dans la nature, qui soit centrée sur l'apprenant·e et qui les habilite à agir pour changer le monde (UNESCO, 2022).

Les chercheur·ses, ainsi que les décideur·ses politiques, ont la responsabilité de répondre à ces demandes des jeunes en leur donnant les moyens de participer à ces conversations et d'intervenir. C'est ce que l'éducation mondiale est appelée à faire, comme cela est énoncé dans la nouvelle définition de la Déclaration : « nous considérons l'éducation à la citoyenneté mondiale comme essentielle au pouvoir transformatif de l'éducation et à la transformation de celle-ci ».

### **Un regard vers l'avenir**

La Déclaration de Dublin sur l'ECM ouvre de nouveaux défis et opportunités pour la recherche sur les thèmes, les acteurs et les méthodologies. Pour que cela soit significatif et pertinent, il est essentiel de commencer une conversation sur ce que la Déclaration signifie pour les chercheurs et les chercheuses dans leurs propres contextes. Quel rôle les chercheur·ses peuvent-ils jouer dans l'élaboration de politiques au niveau national ? Comment pouvons-nous tirer le meilleur parti des structures déjà existantes ?

Le défi ultime consiste à mobiliser le pouvoir de la recherche et des chercheuses et chercheurs pour rassembler les gens, construire des ponts entre les différents acteurs, domaines de connaissances et régions, et faciliter une coalition plus large parmi les parties prenantes de l'ECM pour trouver les meilleures façons de mettre la Déclaration en pratique.

## Références

- ANGEL (2022) [Global Education Digest 2022](#). London: Development Education Research Centre, IOE, UCL's Faculty of Education and Society.
- Bourn, D. (2022) *Global Education in Europe Beyond Maastricht Definition*. Internal GENE Briefing paper. Unpublished.
- GENE (2022) [The European Declaration on Global Education to 2050: A European Strategy Framework for Improving and Increasing Global Education in Europe to the Year 2050](#). Adopted on 4 November 2022, Dublin, Ireland.
- GENE/North-South Centre of the Council of Europe (2002) [The Maastricht Global Education Declaration: A European Strategy Framework For Improving and Increasing Global Education In Europe to the Year 2015](#). Adopted on 17 November 2002, Maastricht, the Netherlands.
- UNESCO (2022) [Youth demands for quality climate change education](#).

